

pu trouver les moyens de paraître, et ne serait pas soutenu comme il l'est.

En terminant, nous poserons une simple question. Croyez-vous qu'il soit possible de faire moins que ce qui a été fait depuis quelques années, à l'ombre du drapeau national? On a tout cédé, on a tout accepté, on a tout laissé au bon plaisir; et s'il s'est accompli quelques progrès dans les idées, c'est grâce à la force des choses, c'est grâce surtout à la guerre que ce sont faite entre eux les organes religieux, guerre pleine de scandales qui a plus contribué à l'édification des canadiens-français que tous les raisonnements possibles. Or, si vous avez accompli si peu, si peu dans l'ordre moral et intellectuel, votre politique a subi l'épreuve et l'expérience est concluante.

RIEN DE PLUS VRAI

La *Montreal Gazette* de mardi dernier contient l'entrefilet suivant:

" Nos lecteurs ont vu, par l'article que nous avons traduit du *National*, que l'organe des libéraux répudie formellement M. Buies et son journal, et cela au nom du parti libéral de la province de Québec. Le *Franco-Canadien*, organe de M. le député Marchand, endosse *in toto* cette répudiation. De plus, tous les organes du parti rouge ont reproduit le mandement de l'archevêque de Québec par lequel le *Réveil* est dévoué comme anti-religieux. Ces faits démontrent à l'évidence aux conservateurs protestants du Bas-Canada combien ils auraient tort d'abandonner leurs amis, les conservateurs canadiens-français, sous prétexte que ceux-ci sont ultramontains."

C'est parfaitement exact. En fait de principes, rien ne sépare les organes conservateurs des organes nationaux. Ceux-ci prennent soin du reste de le déclarer quand ils disent qu'ils ne s'occupent que d'administration. Se réduire ainsi soi-même de son plein gré à une pareille insignifiance, c'est être bien au dessous de l'opinion qu'on prétend représenter, c'est n'avoir aucune opinion du tout en quelque matière que ce soit. Le *National* ne répudie pas seulement le *Réveil*; il se défend d'avoir une idée quelconque sur n'importe quelle question; son rôle tout entier se borne à faire caser ses amis dans les bureaux publics et à prôner les mesures administratives, les économies du gouvernement actuel. C'est lui-même qui le proclame.

Et bien! non; un tel journal ne saurait être un organe, et jamais encore on n'a été aussi loin dans l'abdication complète de toute pensée; jamais aucun journal, quel qu'il soit, ne s'est encore déclaré absolument en dehors du mouvement intellectuel, et n'être qu'un étranger au milieu des questions qui s'agissent tout autour de lui.

Quoi d'étonnant après cela à ce que le *National* trouve que le *Réveil* a des doctrines phalanstériennes! Phalanstériennes! Oh! là, là. Il est impossible de se disputer avec un mot pareil; nous sommes convaincu que jamais la *Gazette des Campagnes* n'aurait pu l'inventer. Phalanstériennes! on sent que ça écrase..... mais remettons-nous. Nos doctrines phalanstériennes consistent à avoir conservé intactes, les traditions du libé-

ralisme canadien, de ce libéralisme à qui le pays doit ce qu'il est aujourd'hui, de ce libéralisme que vous, nationaux, vous répudiez sans éprouver un seul instant de honte, et sans que vous vous aperceviez seulement que vous ne faites que vous en déclarer indignes.

Voici quelques articles du programme des libéraux de 1854, lequel programme n'était que la formule de la tradition qu'ils avaient reçue de leurs pères:

Article 13. Séparation de l'Eglise d'avec l'Etat.

Article 15. Abolition de la dîme.

Article 16. Revenus des réserves du clergé consacrés au soutien de l'éducation.

Article 23. Loi pour empêcher l'absorption des propriétés en main-morte.

Article 25. Réforme de l'éducation, en la délivrant des nombreuses entraves qui retardent son progrès. Ecoles subventionnées par l'Etat et dépouillées de tout enseignement sectaire.

Ce programme se composait de vingt-neuf articles dont plusieurs sont devenus loi aujourd'hui, et dont ceux que nous mentionnons ci-dessus le seront un jour ou l'autre. Pour nous, il semble que tout peut se réduire à l'article 25: de l'éducation dépend tout le reste. Ayons une éducation libre, des écoles communes, d'abord, puis un enseignement secondaire que le clergé ne monopolise pas, puis un enseignement supérieur sérieux, et nous aurons une opinion publique. C'est là la première des conquêtes à faire. Avec une opinion publique, on peut aborder toutes les questions, et les solutions ne se font pas attendre dans le sens du progrès et de la vérité. Apprenons à lire; tout est là.

Il y a quelques mois, un évêque de France, Mgr. Guilbert avait adressé au clergé de son diocèse une lettre pastorale sur les *Devoirs du prêtre touchant la politique*. Les journaux légitimistes qui, d'ordinaire, relèvent ces sortes de documents et en font grand bruit, étaient restés absolument muets sur celui-ci, de sorte que la presse profane n'en avait pas eu connaissance la lettre pastorale, du reste, ayant paru dans le *Journal des Villes et des Campagnes*, c'était comme si un mandement de l'Archevêque de Québec apparaissait uniquement dans l'*Union des Cantons de l'Est*.

Cependant, ne voilà-t-il pas que le *Times* de Londres, inspiré on ne sait comment, s'avise de reproduire des passages de cette lettre qui, probablement, serait restée ignorée, parce qu'elle est conciliante, juste, animée d'un bon esprit chrétien, et surtout parce qu'elle répudie, sans le dire, le catholicisme guerroyeur, plein de passions, haineux, qui distingue le parti clérical. Nous reproduisons un court fragment de cette lettre qui servira de leçon et d'exemple. On remarquera que ce que Mgr. Guilbert dit du trône en France s'applique aisément à la politique au Canada: la relation étant la même, les effets sont identiques. Que l'autel soit soudé à un trône ou à un parti politique, il doit en suivre les destinées, être ébranlé par les mêmes secousses, partager les mêmes coups et prendre sa part de responsabilité de tous les actes commis de concert. Prétendre s'unir à un parti et frapper ses adversaires d'estoc et de taille